

L'an deux mille seize le huit février, le Conseil de Communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

SÉANCE DU 08 FÉVRIER 2016

Date de convocation : 02 février 2016

Affiché le : 11 février 2016

Nombre de Conseillers : 63

Nombre de présents : 43 puis 44 à partir de la délibération n°2

Nombre de votants : 57 puis 58 à partir de la délibération n°2

Nombre d'absents excusés : 6 puis 5 à partir de la délibération n°2

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE – Stéphane GAUBIAC à partir de la délibération n°2 Beaumes-de-Venise : Sabine SOL Beaumont-du-Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Nathalie REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD - Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE – Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU – Agnès MOISSON - Franck DUPAS – Joël BOTREAU – Jean-François SENAC – Caroline BALAS - Gérard ROLLAND - Jacqueline RENOU - Jean-Pierre CAVIN – Hélène CABASSY - Bruno GANDON – Jeanne YVAN - Julien LANGARD - Alain DÉFOSSÉ Crillon le Brave : pouvoir Flassan : Michel JOUVE Gigondas : excusé Lafare : excusé La Roque Alric : pouvoir La Roque sur Pernes : excusé Le Barroux : Hervé CHAUVET (suppléant de Bernard MONNET) Le Beaucet : Serge BAS-GUASCH (suppléant de François ILLE) Loriol du Comtat : Gérard BORGIO – Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON à partir de la délibération n°17 - Bénédicte MARTIN jusqu'à la délibération n°17 Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER – Louis BONNET Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Michèle PLANTADIS Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Gérard VILLON - Véronique BAUDIN - Pascal BOUREZ Suzette : Jean-Alain MAZAS Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION :

Luc REYNARD a donné procuration de vote à Nathalie REYNARD – Yvette GUIOU à Bruno GANDON – Pauline DREANO à Serge ANDRIEU – Bernard BOSSAN à Franck DUPAS – Peggy BERTOLUCCI à Francis ADOLPHE – Hervé de LÉPINAU à Jeanne YVAN – Marie Véronique THOMAS de MALEVILLE à Julien LANGARD – Antoine LAVAL à Gaby BEZERT - Guy GIRARD à Ghislain GRICOURT - Francis JULLIEN à Jean-Alain MAZAS – Dominique BODON à Bénédicte MARTIN - Aimé NAVELLO à Claude LAUTIER – Gilles VÈVE à Michèle PLANTADIS – Anne-Marie BARDET à Véronique BAUDIN – Bénédicte MARTIN à Dominique BODON à partir de la délibération n°17.

ABSENTS EXCUSÉS : Christian GONNET – Karine GUEZ – Eric UGHETTO – Jean-Paul ANRES – Joseph BERNHARDT – Stéphane GAUBIAC pour la délibération n°1.

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Michel JOUVE

Délibération n°1-16

Direction du développement durable et de l'aménagement du territoire - Service environnement et énergie

Objet : Présentation du rapport annuel 2015 Développement durable de la CoVe

Conseil de communauté de la CoVe du 8 février 2016

Délibération n°1-16

Direction du développement durable et de l'aménagement du territoire - Service environnement et énergie

Objet : Présentation du rapport annuel 2015 Développement durable de la CoVe

Le Conseil de communauté,

Vu la loi du 12 juillet 2010, dit Grenelle 2, portant engagement national pour l'environnement,

Vu le décret du 17 juin 2011, relatif au rapport sur la situation en matière de développement durable dans les collectivités territoriales et les EPCI de plus de 50 000 habitants,

Vu le rapport sur le développement durable préalable au vote du budget primitif 2016 de la CoVe, annexé à la présente délibération,

Entendu le rapport du vice-président délégué au développement durable,

Après en avoir débattu,

Article unique : PREND ACTE de la présentation du rapport annuel 2015 Développement durable de la CoVe.

Transmis en préfecture le : 1 1 FEV. 2016

Publication par affichage le : 1 1 FEV. 2016

Exécutoire le : 1 1 FEV. 2016

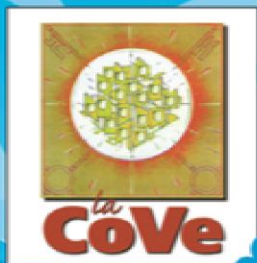
Fait les jour, mois et an ci-dessus
Pour extrait certifié conforme
Pour le président et par délégation,
Le directeur général des services

Laurent MARTEAU



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Acquitté en PREFECTURE le 11/02/2016



Rapport annuel 2015



RAPPORT ANNUEL 2015 sur le développement durable



En application de l'article 255 de la loi Grenelle 2

RAPPORT DU DÉVELOPPEMENT DURABLE DE LA COVE 2015

La loi Grenelle 2 du 12 juillet 2010, portant engagement national pour l'environnement, introduit l'obligation d'un rapport relatif au développement durable. Ce rapport précisé dans le décret du 17 juin 2011 soumet les collectivités territoriales et les EPCI à fiscalité propre de plus de 50 000 habitants à la présentation, préalablement au débat sur le vote du budget, d'un « rapport sur leur situation en matière de développement durable ».

Le territoire intercommunal doit être apte à agir et à anticiper les mutations de la société, le développement durable doit se trouver ainsi au cœur des réflexions des projets de l'EPCI afin d'optimiser son fonctionnement.

Les bénéfices immédiats se retrouvent au niveau de la mobilité durable de la population, l'optimisation de la gestion des déchets et la lutte contre le gaspillage alimentaire, la croissance de l'économie locale, la lutte contre la pollution, le développement d'actions culturelles ou encore des propositions pour l'insertion sociale.

Le rapport est présenté suivant les **5 finalités du développement durable élaborées** par le Ministère du développement durable dans le cadre de référence des projets territoriaux et des agendas 21.

- 🌍 **la lutte contre le changement climatique et la protection de l'atmosphère**
- 🌍 **la préservation de la biodiversité, des milieux et des ressources**
- 🌍 **la cohésion sociale et la solidarité entre territoires et entre générations**
- 🌍 **l'épanouissement de tous les êtres humains**
- 🌍 **la dynamique de production et de consommation responsable**

LA LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET LA PROTECTION DE L'ATMOSPHERE : LA MOBILITÉ DURABLE

L'année 2015 a permis de renforcer l'offre de transports publics sur le territoire avec l'arrivée du train et la mise en service du PEM à Carpentras. Ce pôle d'échange multimodal a été créé afin de favoriser les échanges entre les différents modes de transport, améliorer la qualité de vie des usagers et des riverains.

En effet, 77 ans après la fermeture de la ligne Carpentras-Avignon, la réouverture de la ligne en avril 2015 a permis de réorganiser le système de mobilité du territoire.

La CoVe a également mis en cadencement son nouveau réseau de bus en lien avec l'arrivée du TER :

+ d'amplitude horaire de 6h10 à 20h17, + d'offre de transport, + de correspondances :

+ 23,5 % de km /réseau 2014

+ 5% de de voyageurs (environ 800 000) pour 850 000 km de réseau

36 véhicules dont une majorité d'euro 6 (norme environnementale de transport)

+ 40 arrêts équipés en PMR (25 arrêts en 2014)



Le TER : 16 allers/retours quotidiens

+ 200 000 voyageurs entre Avignon et Carpentras depuis avril

Par ailleurs, la nouvelle gare de Carpentras s'est vue décerner le Grand Prix du bâtiment durable, un projet porté en partie par la CoVe.

La navette « Carpentras - le Ventoux » fonctionne en saison hivernale : 6 006 voyages soit + 92%/ 2014 sur 20 jours



LA PRÉSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ, DES MILIEUX ET DES RESSOURCES : LA GESTION DES DÉCHETS ET LA LUTTE CONTRE LE GASPILLAGE

1. Cadre stratégique de la CoVe

Le Grenelle 2 a fixé des objectifs pour 2015 de réduction des ordures ménagères (- 7 %), de recyclage des emballages ménagers (+ 75 %) et de réduction des quantités incinérées ou stockées. La loi de Transition énergétique de juillet 2015 a confirmé cette volonté de valoriser les biodéchets.

Indicateurs phares sur le territoire

Quantité de déchets recyclables collectés : 3 423,6 tonnes soit -3% par rapport à 2014

Tonnage d'ordures ménagères/habitant : 18 150 tonnes soit 265.30 kg/hab (pour 68 412 hab) soit -7.8 % par rapport à 2014

Tonnage du verre : 2 173 tonnes, soit +7.4 % par rapport à 2014

2. Optimisation de la collecte des déchets et mise en place des opérations de qualité dans les villes et villages de la CoVe

La CoVe a modifié ses modalités de collecte des déchets pour répondre aux objectifs du Grenelle 2 et aux besoins des habitants.

La collecte du tri en porte à porte a été mise en place en décembre 2013 pour favoriser le tri sélectif. En 2015, les médiatrices du tri ont mené sur 13 communes un suivi qualité pour vérifier que les consignes de tri sont bien assimilées et également réduire le coût de la collecte.

Avec le suivi qualité, on est passé de 7,75% de poubelles de tri « scotchées » donc refusées à 4,24% (moyenne sur les 13 communes) après avoir sensibilisé les habitants.

Cette opération a permis de développer la sensibilisation et la communication auprès des habitants pour les aider à améliorer le tri et sensibiliser les habitants. Cette action vise d'une manière générale à favoriser la collecte sélective pour développer son recyclage, réduire les pollutions et la consommation d'énergie.

LA RÉDUCTION DES PRODUITS PHYTOSANITAIRES DANS LES ESPACES VERTS

1. Cadre stratégique de la CoVe

De nouvelles obligations réglementaires concernant la gestion des espaces verts s'imposent aux collectivités territoriales en supprimant l'ensemble des produits phytosanitaires, d'ici le 1^{er} janvier 2017. Ces produits ont des impacts non négligeables sur la santé des agents et des habitants, sur les finances avec l'achat des produits (pesticides, herbicides...), ainsi que sur la pollution des sols et de l'eau.

2. La réduction des produits phytosanitaires dans les espaces verts des communes et de la CoVe

Le Service environnement et énergie de la CoVe s'est ainsi engagé pour accompagner les communes dans la réduction de l'usage des produits phytosanitaires.

En 2015, la CoVe a travaillé en collaboration avec les étudiants en licence pro paysages du CFPPA de Carpentras qui ont élaboré un pré-diagnostic sur les pratiques des 25 communes. Réalisé au printemps, ce pré diagnostic a confirmé que les 25 communes avaient déjà commencé à réduire l'utilisation de produits phytosanitaires et que 8 n'utilisent plus du tout de produits phytosanitaires.

Un programme de formation a été proposé aux agents des communes par le SMAEMV, en collaboration avec la CoVe, sur les nouvelles techniques d'entretien. Plus de 130 agents sur les 48 communes du SMAEMV ont ainsi participé à des formations. En effet, des techniques nouvelles existent comme la gestion différenciée des espaces verts afin de mettre en œuvre un programme d'entretien adapté à chaque type d'espace, des matériels innovants de désherbage ou encore des manières de concevoir les espaces différemment (plantes couvre sols, réduction de l'arrosage, plantes davantage méditerranéennes...).

En 2016, le Service environnement et énergie de la CoVe va poursuivre cette action pour accompagner les communes vers la mise en œuvre des pratiques de gestion différenciée des espaces verts en permettant la suppression complète des produits phytosanitaires ayant un impact non négligeable sur la qualité de l'eau et de l'air ou la santé des agents.

PERMETTRE L'ÉPANOUISSEMENT DE TOUS LES ÊTRES HUMAINS : L'ANIMATION CULTURELLE

1. Cadre stratégique : Pays d'Art et d'Histoire

Le ministère de la Culture attribue l'appellation Villes et Pays d'art et d'histoire aux collectivités locales qui animent leur patrimoine. Il garantit la compétence des guides-conférenciers et des animateurs du patrimoine et la qualité de leurs actions. Des vestiges antiques à l'architecture du XX^{ème} siècle, les villes et pays mettent en scène le patrimoine dans sa diversité. Ainsi, la CoVe a obtenu le label en 1998 et s'est vue ainsi confier l'animation et la coordination de toutes les actions relatives au Pays d'art et d'histoire.

Indicateurs phares du territoire

Nombre de manifestations proposées sur le territoire : 376 soit + 25% par rapport à 2014

Nombre de personnes présentes : 4 964 personnes individuelles et 162 groupes dont 14 pour un public RSA

Nombre de guides vacataires en 2014 : 11

2. Projet de territoire : l'animation culturelle du territoire

De nombreuses visites guidées, coordonnées par le Service culture et patrimoine, ont lieu tout au long de l'année sur le territoire de la CoVe. Ainsi, 4 964 personnes individuelles et 162 groupes ont suivi différentes visites guidées, participé à des ateliers et des conférences. Un certain nombre de visites ont été adaptées : en anglais, en allemand, et pour les personnes porteuses de handicap et/ou public titulaire du RSA.

Les journées du patrimoine ont accueilli près de 8 000 personnes sur le territoire dont 1 254 pour les animations CoVe.

Le CIAP a accueilli 5 expositions temporaires, 750 personnes et une dizaine de classes de lycée au centre de documentation.

Les ateliers 6/12 ans ont accueilli près de 120 enfants.

Les Soirées d'automne ont accueilli près de 3 000 personnes sur 6 soirées adultes et 3 après midi jeunes et 211 personnes pour les entrées cinéma.



3. Zoom sur le réseau des bibliothèques

Les actions du réseau s'articulent, à ce jour, autour de la rencontre de différents publics : la petite enfance, l'enfance, l'adolescence et tout public.

Les actions se déroulent au sein des bibliothèques ou « Hors les Murs » pour aller à la rencontre des publics là où ils sont.

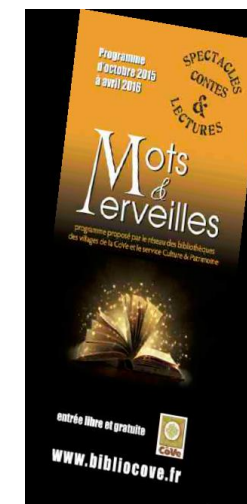
Ces actions sont coordonnées par le réseau et développées par les bibliothécaires, en partenariat avec les acteurs du livre et de la culture sur le territoire et en région, mais également avec des acteurs sociaux du territoire.

Des rencontres d'auteurs/illustrateurs ont permis la tenue de plus de 40 ateliers/temps de rencontre sur l'année.

La programmation culturelle du réseau des bibliothèques « Monts et Merveilles » a proposé un spectacle par bibliothèque de novembre à avril ; les thèmes choisis étaient la musique et l'Italie. Quinze spectacles ont ainsi eu lieu réunissant près de 800 personnes.

Le Groupe « Petite Enfance et Bibliothèques » initié en janvier a été animé par le réseau des bibliothèques et le Service Petite Enfance de la CoVe. Ce travail a été labellisé « Première Page » par le ministère de la Culture et de la Communication. Ce projet a permis de mener les actions suivantes :

- des rencontres trimestrielles entre les personnels « Petite Enfance » et personnels des bibliothèques autour de la lecture aux tout-petits,
- des formations des personnels Petite Enfance et bibliothèques,
- des rencontres « parents-enfants » autour des livres et de propositions artistiques et culturelles.



4. Les démarches internes

Le COS (Comité des Œuvres Sociales) permet aux 295 agents actifs et retraités de la CoVe de bénéficier d'avantages sociaux proposés par le Comité National d'Action Sociale (le CNAS). Ainsi, 50 716€ ont été versés en 2015 en prestations sociales et avantages divers.

L'Amicale des agents de la CoVe a pour but d'organiser des loisirs pour développer le lien social (sorties à Cassis, à la Bambouseraie, visite de la caverne du Pont d'Arc, organisation du Noël de la CoVe, sortie en kayak...). Il a réuni 62 adhérents et mis en place 5 animations avec près de 300 participants. Il permet également aux sportifs de profiter du prêt du gymnase des pompiers pour faire du sport durant la pause méridienne et ce, deux fois par semaine (badminton, boxe...).

LA COHÉSION SOCIALE ET LA SOLIDARITÉ ENTRE TERRITOIRES ET ENTRE GÉNÉRATIONS : LA PETITE ENFANCE

1. La petite enfance

La compétence petite enfance a été prise par la CoVe en 2004. À ce jour, 13 structures multi-accueil existent sur le territoire proposant 435 places d'accueil collectif par les différents gestionnaires. La CoVe gère en direct 4 structures multi-accueil intercommunales (crèche de Caromb, de Saint Didier, d'Aubignan et de Loriol du Comtat) et participe au financement de 4 structures associatives.

Sur le territoire, il existe également une offre privée d'assistants maternels (642 places proposées) ou micro crèches (20 places).

La CoVe a en 2015 accompagné la structure « Les P'tits Mousses » du centre social Villemarie de Carpentras pour élargir ses horaires afin de faciliter l'accès à un mode de garde aux familles disposant d'une activité professionnelle à horaires atypiques. Ainsi les nouvelles plages horaires sont 5h45 – 21h15.

2. L'accompagnement des 25 communes

Créé en avril 2013, le Service constructions publiques a pour mission de conduire les projets de bâtiments et de voirie des services de la CoVe. Il assiste également, via une convention d'Assistance à Maitrise d'Ouvrage, les communes qui en font la demande dans leurs projets publics de bâtiments ou de voirie.

Les missions proposées vont de la programmation des opérations au choix d'un maitre d'œuvre, le suivi de sa conception et le suivi des prestataires d'études connexes jusqu'à la réalisation des travaux.

Le Service assiste également les donneurs d'ordre à l'élaboration des plans de financement et à diverses démarches administratives nécessaires au bon avancement des projets (modification d'urbanisme, étude de sols, diagnostics...). Enfin il bénéficie du soutien des nombreux autres services spécialisés de la CoVe (commande publique, environnement, subventions...). Voici quelques exemples de réalisations pour 2015 :

CoVe – Réalisation du Pôle d'Echange Multimodal de Carpentras



**CoVe Rénovation et mise en accessibilité
de l'arrêt de bus de l'hôpital de Carpentras**



Venasque – Renforcement du mur de l'esplanade des Tours



Mazan – Réception de la 2^{ème} tranche de l'école de la Condamine : extension , préau et nouvelle cantine



CoVe – relocalisation du marché floral



Aubignan – Rénovation du plateau sportif des écoles



Assistance pour les communes

- **Beaumes-de-Venise** – Étude de faisabilité de la nouvelle bibliothèque
- **Venasque** – Étude de faisabilité de la mise en accessibilité de l'école communale
- **Venasque** – Programme de mise en accessibilité de la mairie

LES DYNAMIQUES DE DÉVELOPPEMENT SUIVANT DES MODES DE PRODUCTION ET DE CONSOMMATION RESPONSABLES

1. L'aménagement de zones d'activités labellisées « ÉCOPARC »

Le Service développement économique gère plusieurs zones d'activités dont le marché-gare et la zone d'activités Bellecour III qui ont été labellisés « Écoparc » en 2015. Pour obtenir ce label les parcs d'activités doivent répondre à plusieurs thèmes principaux : être accessibles (ex : proximité des axes routiers, transports collectifs, panneaux d'information, parkings...), bénéficier d'une attractivité fonctionnelle et paysagère (ex : plantations, intégration dans le site existant...), avoir une gestion environnementale et énergétique (ex : maîtrise de la consommation énergétique, protection de la ressource en eau, gestion des déchets, matériaux de construction...) et enfin proposer des animations et des services aux entreprises et aux salariés.

Cet engagement de la CoVe permet ainsi de proposer aux entreprises souhaitant s'installer une qualité de zone et d'implantation qui favorise son attractivité.

Ensuite l'élaboration d'un règlement de zones particulièrement axé sur l'impact énergétique des bâtiments et leur qualité architecturale a permis d'élaborer des projets innovants en proposant aux porteurs de projets un accompagnement dans la phase de validation des avants projets architecturaux.

Enfin, la mise en place d'un groupe de travail sur l'économie circulaire entre la CoVe et l'association de zone Carpensud a permis d'accompagner les entreprises sur les questions de valorisation des déchets (ex : cartons, palettes, pneus, cagettes...).

2. Démarche interne : les achats responsables

Le Service de la commande publique s'est ainsi engagé dans une démarche d'optimisation de l'utilisation des deniers publics en matière d'achat, avec l'accompagnement du Service environnement énergie.

La commande publique constitue, en effet, l'un des principaux leviers sur lesquels repose une politique d'éco-responsabilité pour une administration/collectivité.

En achetant responsable, les pouvoirs publics assument un rôle de précurseur et influent sur les opérateurs économiques répondant aux marchés en les incitant à proposer des prestations ou des fournitures susceptibles de répondre à certaines exigences sociales ou environnementales. Cette politique porte également une notion d'exemplarité et vise à sensibiliser les citoyens par des achats plus responsables.

Ainsi, en 2015, la CoVe a lancé 48 consultations qui ont abouti à l'attribution de 84 marchés (la différence entre le nombre de consultations et le nombre de marchés étant liée aux lots) dont 44,05% % intègrent des critères environnementaux.

Fin 2015, l'arrivée dans les locaux de la CoVe d'un facilitateur de clauses d'insertion, porté par le CIE 84 (Collectif Insertion Emploi) va permettre d'améliorer la recherche de solutions d'insertion sociale et professionnelle sur le territoire du Vaucluse et notamment de la CoVe, en encourageant les maîtres d'ouvrage à mettre des clauses sociales dans leurs marchés publics.